

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

Le P. C. F. et la
révolution algérienne

p. 3

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALEN° 61. — 2^e QUINZ. — AVRIL 1957

BI-MENSUEL : 30 fr.

Les salaires, les libertés, l'Algérie : UN GOUVERNEMENT AU SERVICE DES TRAVAILLEURS

LES difficultés s'accumulent pour le gouvernement Mollet, avec les problèmes économiques, la guerre d'Algérie. La situation sociale en France s'aggrave, la classe ouvrière engageant la lutte pour l'amélioration de son sort.

Sur le plan économique c'est le déficit de la balance commerciale qui domine, il est passé de la moyenne de 7 milliards par mois en 1955, à

la moyenne de 34 milliards en 1956; et pour les deux premiers mois de l'année 57 le déficit des échanges atteint la moyenne de 58 milliards.

D'autre part les dépenses de l'Etat augmentent et entraînent un déficit budgétaire énorme. Le gouvernement est actuellement à la recherche de 250 milliards d'économies. Où les prélever? Sur les dépenses militaires! Pas du tout! Celles-ci sont sacrées, les militaires l'ont dit! Donc cherchons ailleurs, en réduisant les investissements à la construction par exemple — d'aucuns objecteront que déjà la construction en France n'est pas très florissante, qu'importe — ensuite on recourra aux impôts. Au bout du compte il y a l'inflation. Ainsi sur le plan économique le gouvernement « socialiste » de Mollet, pour défendre sa politique réactionnaire, a recours à « l'austérité » qui s'exercera naturellement aux dépens du niveau de vie des travailleurs.

La « doctrine Eisenhower » en application

Le Moyen-Orient est actuellement, exception faite de l'Allemagne orientale, la région la plus explosive. Nous avons dit dès le mois de juillet dernier, lors de la nationalisation du canal de Suez, que nous entrions pour cette région dans une longue épreuve de forces qui serait caractérisée par des rebondissements imprévus, des périodes de tension, des possibilités de conflits, etc.

On ne tarda pas à voir les impérialismes moribonds, ceux de Grande-Bretagne et de France, se lancer dans une aventure à Suez qui ne fut arrêtée de justesse que parce que les Etats-Unis et l'URSS cette fois-ci étaient d'accord pour s'opposer au déclenchement immédiat d'une guerre mondiale. Le anal est à nouveau en fonction et il faut payer à l'Egypte pour le traverser. Il n'y a pas de doute que, tout en s'efforçant de sauver la face, les impérialistes se trouvent pour le moment obligés d'accepter les conditions égyptiennes.

Mais l'affaire ne peut être considérée comme terminée. Tout d'abord il y a au Moyen-Orient un élément susceptible de déclencher les situations les plus dangereuses, à savoir Israël. Artificiellement créé par les impérialistes qui n'avaient d'ailleurs rien fait pour éviter aux

Juifs les tortures hitlériennes, ce pays est destiné par ces mêmes impérialistes à servir d'abcès de fixation aux mouvements des masses arabes contre l'impérialisme. Artificiel et instable, il ne peut manquer d'avoir une politique aventureuse aussi longtemps qu'il se sent militairement plus fort que ses voisins.

Le vrai fauteur de guerre, au Moyen-Orient comme ailleurs, c'est l'impérialisme américain. Tout ce que sa politique de négociations en Egypte a d'hypocrite, tout ce qu'elle feint d'accepter pour préparer à plus longue échéance une solution « à la Mossadegh » vient d'être révélé en Jordanie. La « doctrine Eisenhower » y a très rapidement trouvé son application.

La Jordanie était — de tous les pays qui constituent le Moyen-Orient — un des plus arbitraires. Il n'y a jamais eu un sentiment national « jordanien ». Au lendemain de la guerre mondiale, l'impérialisme anglais qui avait su exploiter le soulèvement des Arabes contre l'Empire ottoman divisa cette région du monde de façon à s'en assurer le contrôle, pour disposer du pétrole qui s'y trouvait. Comment parvenir à ce résultat?

Pierre FRANK.

(Suite à la dernière page)

La crise que traverse la bourgeoisie française est aiguë, ses réserves en dollars sont épuisées, et son appareil de production se trouve dans l'incapacité de soutenir favorablement la concurrence mondiale. Les perspectives du marché commun, du Sahara « nouvel Eldorado » qu'on lui fait miroiter, sont bien lointaines et surtout aléatoires. La classe dirigeante se retourne donc contre Guy Mollet qui se révèle incapable de résoudre ses difficultés. Cependant remplacer Mollet n'est pas chose aisée pour la bourgeoisie, car lui parti, les problèmes resteront posés.

Difficultés économiques, guerre d'Algérie, classe ouvrière combattive, domineront toujours la situation, et aucune question ne peut être réglée en négligeant l'autre, car elle s'interpénètrent profondément.

En Algérie la répression, menée avec les moyens que chacun maintenant doit connaître: l'arrestation arbitraire, la séquestration durant des semaines dans le secret des locaux spécialisés des « paras » de Massu, l'emploi des tortures, absorption forcée de grandes quantités d'eau, brûlures à l'électricité, l'usage du procédé dit du « téléphone » qui consiste à arracher des aveux en utilisant deux électrodes et une magnéto, les rafles massives, les déportations dans les camps du Sud, tous ces moyens abjects ne parviennent pas à faire fléchir la volonté de lutter du peuple algérien.

Les procédés honteux employés contre la résistance de ce peuple en lutte contre le colonialisme, évoquent irrésistiblement ceux que nous avons connus ici même il y a quelques années. A Nuremberg, quelques personnages ont payé de la peine capitale des crimes semblables à ceux qui se commettent en Algérie. Ce ne sont pas les mesures de répression qui pourraient être prises contre notre journal qui nous empêcheront de prédire à Mollet, Lacoste et quelques autres que leur attitude vis-à-vis du peuple algérien relève d'un nouveau Nuremberg, d'une haute Cour instituée par les masses populaires.

Cependant on ne peut étouffer un peuple qui lutte pour son indépendance, et en Algérie les dernières semaines nous montrent que la résistance s'intensifie, les combats se multiplient, l'organisation interne des forces de l'ALN s'améliore, son armement progresse et sa cohésion idéologique se renforce jour après jour. Il est impossible au gouvernement de vaincre ce peuple. La bourgeoisie commence à s'en rendre compte et c'est ainsi que certains parlent d'une « impasse »; parmi ceux-là ils s'en trou-

VATAUD.

(Suite à la dernière page)